Résumé :

- Il y a exactement 50 ans, dans la nuit du 3 au 4 juillet 1976, un commando spécial de l’armée israélienne (Tsahal) a mené l’« opération Entebbe ».
- C’est ainsi que les soldats d’élite israéliens ont libéré, à l’aéroport d’Entebbe en Ouganda, 102 des 106 otages qui se trouvaient à bord d’un avion d’Air France détourné.
- Quatre otages ont perdu la vie ; l’un d’entre eux a été assassiné dans un hôpital de Kampala sur ordre du dirigeant ougandais Idi Amin.
- Les otages secourus étaient les 12 membres de l’équipage et les 90 passagers, dont 84 Israéliens.
- Les sept terroristes impliqués dans cette opération, ainsi que de nombreux soldats ougandais, ont été tués lors de l’opération de libération.
- Du côté israélien, la seule victime fut le commandant de cette unité d’élite, Jonathan Netanyahu, frère de l’actuel Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.
- À l’occasion du 50e anniversaire de l’« opération d’Entebbe », les Archives nationales israéliennes ont rendu publics des documents jusqu’alors tenus secrets. C’est sur ces documents que repose l’article suivant.

Par Reto E. Wild

Entebbe, l’ancienne capitale de l’Ouganda, revêt une importance particulière pour

de nombreux Israéliens : le 27 juin 1976, quatre terroristes ont détourné un avion d’Air France. L’appareil, qui effectuait la liaison entre Tel-Aviv et Paris, a été détourné.

Au début, la situation semblait compromise pour les passagers. Le jeudi 1er juillet 1976, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin était réuni avec un cercle restreint de conseillers lorsque le chef d’état-major de l’armée israélienne (Tsahal), Motta Gur, lui a annoncé une mauvaise nouvelle : « On ne peut le nier, l’armée israélienne (IDF) n’est pas vraiment adaptée à des opérations à Entebbe. » Le journal « The Times of Israel » a récemment rendu compte de ce moment historique.

Quatre jours auparavant, le gouvernement israélien avait appris qu’un avion d’Air France reliant Tel-Aviv à Paris avait été détourné après son escale à Athènes et finalement conduit à l’aéroport d’Entebbe, en Ouganda. Plus de 240 passagers se trouvaient à bord, dont plus de 80 Israéliens. Depuis lors, cette crise tenait le gouvernement en haleine ; il s’agissait déjà de la sixième réunion de la journée.

Cinquante ans plus tard, une collection de documents issus des Archives nationales d’Israël, désormais rendue publique, donne un aperçu des procès-verbaux des nombreuses réunions gouvernementales qui se sont tenues au cours de cette semaine de crise décisive. On y trouve également des dépêches diplomatiques, des photos et des notes manuscrites qui couvrent tous les aspects de l’affaire – depuis les tentatives d’Israël d’influencer le dictateur ougandais Idi Amin jusqu’à un sujet qui préoccupe particulièrement Israël depuis le massacre du 7 octobre 2023 : les tentatives des proches des otages pour convaincre le gouvernement de conclure un accord avec les ravisseurs afin de sauver la vie de leurs proches.

Au cours de cette crise qui a duré une semaine, le Premier ministre Rabin et son entourage proche ont changé de tactique, comme le rapporte « The Times of Israel ». Dans un premier temps, ils ont espéré obtenir une aide internationale. Celle-ci n’ayant pas été au rendez-vous, ils ont décidé à contrecœur d’entamer des négociations avec les ravisseurs terroristes, tout en s’efforçant de flatter Amin et d’empêcher les fuites vers la presse. Ce n’est que quelques jours plus tard qu’une opération militaire secrète et risquée a été lancée.

Le Premier ministre Rabin avait appris, le 27 juin, en plein milieu de sa réunion hebdomadaire du Conseil des ministres du dimanche, qu’un vol reliant Tel-Aviv à Paris avait été détourné après une escale à Athènes. « Il a été détourné et se dirige apparemment vers Benghazi », a déclaré Rabin à propos de l’avion. Alors que la

réunion était encore en cours, Rabin a remis une note manuscrite à son chef de cabinet, Eli Mizrahi, en précisant qu’il s’agissait d’un avion d’Air France et que la responsabilité incombait donc au gouvernement français. « J’ai l’intention de tenir le gouvernement français pour responsable du sort des Israéliens qui voyagent à bord d’un avion d’Air France », a-t-il écrit.

Quelques jours plus tard, lors d’une réunion du Conseil des ministres le 3 juillet 1976, la déclaration de Shimon Peres, alors ministre de la Défense, sonnait presque comme une menace : « Je ne fais pas cette proposition à la légère », a-t-il déclaré lorsque le gouvernement a décidé d’envoyer des commandos en Ouganda. « Il s’agit d’une opération que les Forces de défense israéliennes (FDI) n’ont encore jamais connue. C’est la première opération de l’histoire d’Israël menée en dehors du Proche-Orient. »

Seuls les Israéliens et les Juifs ont été retenus en otages

L’une des principales raisons qui ont motivé le choix de l’option militaire était le fait qu’à ce moment-là, seuls 84 otages israéliens et six autres otages juifs se trouvaient encore aux mains des terroristes. Les preneurs d’otages avaient auparavant relâché les passagers non juifs. Le gouvernement israélien en a donc conclu qu’aucun autre pays ne s’engagerait pour sauver ces otages.

Les terroristes – parmi lesquels figuraient des membres du Front populaire de libération de la Palestine et deux Allemands appartenant au groupe « Cellules révolutionnaires » – ont exigé la libération de « combattants de la liberté » détenus par Israël et certains autres pays, et ont fixé un délai allant jusqu’au 1er juillet. Cela aussi, on dirait que cela se passe après le 7 octobre 2023.

Entre-temps, les responsables israéliens se demandaient qui pourrait jouer le rôle de médiateur : le pape Paul VI, Henry Kissinger ? Et, par l’intermédiaire de l’ancien attaché militaire israélien à Kampala, Baruch Bar-Lev, ils ont pris contact de manière informelle avec l’homme dont ils pensaient qu’il pourrait intervenir directement auprès des terroristes : Idi Amin.

Le président ougandais, qui exerçait un pouvoir dictatorial, n’était certes plus un ami d’Israël : en 1972, il avait rompu ses relations avec Jérusalem et défendait depuis lors la cause palestinienne. Mais Baruch Bar-Lev continuait d’entretenir de bonnes relations avec Amin. C’est pourquoi le gouvernement israélien l’a chargé de prendre contact avec lui – mais uniquement à titre privé, afin de ne pas donner

l’impression qu’Israël négociait directement en tant qu’État.

« Comment allez-vous, mon ami ? », a déclaré Amin à Bar-Lev, selon une transcription en hébreu de l’appel téléphonique du 30 juin 1976, le premier des cinq appels échangés entre les deux hommes pendant la crise. Bar-Lev ne tarda pas à flatter l’ego du dictateur : « Vous avez une occasion unique d’entrer dans l’histoire comme un grand artisan de la paix », lui dit-il. « Si vous libérez ce peuple. »

Amin s’est montré réceptif, mais a répondu par un avertissement : le délai, l’heure H, approchait, et les otages étaient en danger. « Ils soulignent que si le gouvernement israélien ne réagit pas à leurs revendications, ils feront exploser l’avion français et tous les otages demain à midi », a déclaré Amin à propos des ravisseurs.

Négocier ou intervenir militairement ?

Dans les jours qui ont suivi l’enlèvement, le gouvernement israélien n’a cessé de souligner que les négociations avec des terroristes allaient à l’encontre de la politique d’Israël. Un télégramme du ministère des Affaires étrangères daté du 29 juin confirmait qu’Israël ne céderait pas au chantage. Au même moment, le Premier ministre Rabin reçut une lettre des familles des otages. Celles-ci faisaient référence à un précédent échange de dépouilles contre des terroristes (1975) et exigeaient : « Mieux vaut négocier pour sauver des vies – les vies humaines pèsent plus lourd que les principes. »

Le lendemain, le ministre des Transports Gad Yaakobi et Rabin ont rencontré les proches des victimes. Rabin a demandé aux médias de s’abstenir de publier des informations sur les contacts entre les familles et la France, tout en se montrant compréhensif face à la pression qu’elles exerçaient. Le 30 juin, Rabin a déclaré : « Ne pas prendre de décision, c’est aussi une décision. » Une opération militaire semblait encore irréaliste à l’époque. Le ministre de la Défense, Peres, a mis en garde contre les conséquences à long terme d’un cédement. Rabin s’est toutefois prononcé en faveur de négociations et a repris l’argumentation des familles : « Je ne suis pas prêt à expliquer pourquoi nous échangeons des terroristes contre des morts, mais pas contre des vivants. »

Finalement, le 2 juillet, les pourparlers ont échoué, car le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) ne voyait aucune logique dans l’offre d’Israël. Parallèlement, les otages non israéliens, qui avaient entre-temps été libérés, ont

fourni des informations importantes. Le chef d’état-major Gur a proposé une opération surprise. Rabin n’a dans un premier temps approuvé les préparatifs qu’en tant que « deuxième option », parallèlement aux négociations.

Le 3 juillet, le Conseil des ministres a donné son feu vert à l’opération militaire malgré les risques. Peres : « J’espère y voir la main de Dieu. » Peu après 15 heures, des avions de type Lockheed C-130 Hercules ainsi que deux Boeing 707 ont décollé de la péninsule du Sinaï à destination de l’Ouganda. Les quatre avions de transport ont acheminé une centaine de soldats d’élite de l’armée israélienne ainsi que du matériel vers l’Ouganda. Dans la nuit du 3 au 4 juillet 1976, les commandos israéliens ont pris d’assaut le terminal de l’aéroport et libéré les otages. Cependant, trois otages et le commandant de l’opération, le lieutenant-colonel Jonatan Netanyahu, ont trouvé la mort dans les échanges de tirs, ainsi que les sept terroristes et des dizaines de soldats ougandais. Le Premier ministre Yitzhak Rabin a souligné par la suite : « Toute l’opération reposait sur l’effet de surprise – aucun autre pays n’y a pris part. »

En Israël, mais aussi aux États-Unis et en Europe, la libération des 102 otages survivants a été accueillie avec un immense soulagement. À cela s’est ajoutée l’admiration pour l’opération commando réussie menée par l’unité d’élite israélienne. Après la victoire de la guerre des Six Jours de 1967, cette opération a une nouvelle fois illustré la puissance militaire et les capacités des services de renseignement du jeune État juif, et démontré que celui-ci était prêt à tout pour protéger et sauver ses citoyens. 47 ans plus tard, après le massacre perpétré par l’organisation terroriste Hamas le 7 octobre 2023 en Israël, il l’a une nouvelle fois démontré.